

Salons de jardin, parasols, planchas, barbecues

Nouvel espace de 500 m<sup>2</sup> à Gradignan

PÉPINIÈRES LE LANNI

GRADIGNAN Rocade sortie 16 - 05 56 89 03 54 - Lundi au dimanche 9 h / 18 h

GUJAN-MESTRAS Zone de l'Actipôle - 05 57 15 02 11 - Lundi au dimanche 9 h / 18 h

# Peut-on se passer de l'agriculture intensive ?



L'impact de ce modèle agricole sur l'environnement, l'alimentation ou le social incite à réformer ce mode de production

Censés favoriser la transition, le plan Ecophyto et le verdissement de la Pac ont échoué

Une évolution inéluctable, selon certains. Impossible, pour d'autres  
**Pages 2 à 4**

La France compte près de 28 millions d'hectares de surfaces cultivées, soit 52 % de sa superficie. JEAN-FRANÇOIS MONIER / AFP



## FLOIRAC (33)

### Quatre jeunes suspectés d'un meurtre gratuit

Une information judiciaire a été ouverte à l'encontre de quatre hommes après le lynchage d'un retraité **P. 8-9**

## GRANDE-BRETAGNE

La famille royale rassemblée autour du cercueil du prince  
**Page 8**

## « SUD OUEST » ET VOUS

Le Forestier : la guitare, la chanson et Brassens **P. 20-21**

R 20320 37340 2.00€ - 0418

FABIEN COTTEREAU / « SUD OUEST »

UNE PASSION LE MATIN  
**ALPHA**  
CONSTRUCTIONS  
Groupe HDV

05 56 06 31 92

www.alpha-constructions.net

ÊTRE BIEN  
CHEZ SOI  
Tout simplement !



# Dans les champs, l'agroécologie

En dix ans d'expérimentations, Vincent Bretagnolle, directeur de recherche au CNRS, a démontré que l'agroécologie est écologiquement et économiquement viable

Dossier réalisé par  
Valérie Deymes  
vdeymes@sudouest.fr

Lorsqu'on pose la question « peut-on se passer de l'agriculture intensive ? » à Vincent Bretagnolle, directeur de recherche au CNRS, la réponse ne se fait pas attendre : « Non seulement, c'est possible, mais c'est inéluctable. » Et le chercheur ne se contente pas d'abattre une conviction. Trente ans qu'il travaille sur la biodiversité et ce, alors que le mot appartenait, à l'époque, au seul lexique des initiés.

Dix ans qu'il a étendu ses recherches à l'agriculture et à l'alimentation et qu'il mène des expérimentations, en grandeur nature, sur la zone atelier Plaine et Val de Sèvre, créée en 1994 à Villiers-en-Bois, à 6 kilomètres de Chizé, dans les Deux-Sèvres. Un territoire de 450 km<sup>2</sup>, de grandes cultures, classé Natura 2000. Quand il y est arrivé pour lancer ses recherches, Vincent Bretagnolle avait recensé 650 agriculteurs. « Aujourd'hui, ils ne sont plus que 450. On a perdu 30 % d'agriculteurs et 30 % d'oiseaux. Les parcelles sont plus grandes, les rotations de cultures ont été simplifiées, la biodiversité est en déclin. La conséquence du modèle intensif que continue de privilégier la Politique agricole commune. »

## « Schéma expérimental »

Et pourtant, il y a une alternative. « L'agroécologie », lâche le scientifique. Et il en a apporté la preuve. Pas sur une paillasse de laboratoire ou dans un cadre expérimental figé. Mais dans cette zone, en collaboration avec une centaine d'agriculteurs, volontaires pour modifier progressivement leurs pratiques sur des parcelles de col-

za, tournesol, maïs et blé. Les pieds dans la terre, en faisant face aux aléas climatiques et humains.

« Nous proposons à l'agriculteur un schéma expérimental, à savoir de réduire de manière significative - de 30 à 50 % - son utilisation de traitements phytosanitaires (herbicides et pes-

« La réduction des intrants ne change rien au rendement, la production demeure stable »

ticides, NDLR) et d'engrais azoté, sur une année culturale. C'est lui qui choisit le niveau de réduction et ce qu'il va réduire. Nous nous occupons de toutes les mesures que nous lui restituons. » Et ? On fait les comptes.

## Le revenu augmente

« Nous avons ainsi démontré que la transition écologique est non seulement écologiquement viable, mais elle l'est aussi économiquement. La réduction des intrants ne change rien au rendement, la production demeure stable. De surcroît, le revenu du producteur augmente puisqu'il dépense moins dans les produits phytosanitaires et en essence pour les disperser. Pour certains, le gain peut atteindre près de 200 euros par hectare », souligne Vincent Bretagnolle.

La baisse de l'usage des produits chimiques donne une bonne raison aux pollinisateurs de pointer à nouveau leurs ailes. L'expérimentation, menée actuellement sur des champs de colza, conclut que ce retour peut accroître le ren-



Vincent Bretagnolle est directeur de recherche au CNRS, au Centre d'études biologiques de Chizé, dans les Deux-Sèvres. JEAN-CHRISTOPHE SOUNALEY / "SUD OUEST"

dement de 40 % à condition que les abeilles soient nombreuses. Sans parler du retour des espèces animales qui permettent de maîtriser les populations de ravageurs. Dans la zone de la Plaine et du Val de Sèvre, l'agroécologie a fait quelques émules. Les expérimentations du CNRS ont valeur pédagogique. Il y a bien 20 % des volontaires qui se lancent avec la ferme volonté

de démontrer que l'agroécologie n'a pas valeur à remplacer l'agriculture dite intensive, mais les 80 % restants sont prêts à une expérience collective.

## Dix ans pour changer

« Ils sont un nombre significatif à se convertir au bio. Nous avons ici le taux le plus élevé de France de grandes cultures en bio, soit approchant les 20 %.

Enfin, 15 % en profitent pour tenter des itinéraires zéro phyto », fait remarquer le directeur de recherche.

Et le zéro phyto, c'est possible tout en maintenant sa production ? « Se passer totalement de pesticides demande de changer de modèle, de diversifier les productions, d'allonger les rotations de culture, de remettre des prairies. C'est pos-

## Les plans Écophyto et le verdissement de la PAC

Ces dispositifs mis en place par la France et l'Union européenne n'ont pas porté leurs fruits. La future PAC instaure les écorégimes censés être plus incitatifs en faveur de la transition agroécologique

L'agriculture intensive signifiait, dans les années 1960 et 1970, une agriculture en quête de productivité et de rendement et ce, pour honorer l'objectif qui lui avait été confié de produire plus et d'assurer la sécurité alimentaire. Elle se caractérise par l'utilisation d'une grande quantité de capital et de main-d'œuvre par rapport à la surface de la terre nécessaire. Autrement dit, elle a atteint son objectif à grand renfort d'engrais, d'insecticides, de fongicides ou encore d'herbicides. Elle privilégie la mécanisation, les serres chauffées et les élevages en stabulation où la question du bien-être animal peut être posée.

Un modèle qui n'a pas été

sans conséquences sur les émissions de gaz à effet de serre, la disparition de certains insectes, l'altération de la biodiversité, la contamination de nappes phréatiques, des rivières, des lacs, ou encore sur certaines pratiques douteuses au niveau de la qualité de l'alimentation, au nom de la productivité.

## Enjeu de santé publique

C'est pourquoi aujourd'hui, alors que la lutte contre le changement climatique est devenu un objectif commun et une nécessité indéniable, que les constats sur l'environnement ont été posés, les ambitions de réduction des gaz à effet de serre partagées et la protection de la

biodiversité, une évidence, l'agriculture est sommée de revoir sa copie. L'agriculture intensive n'a plus les faveurs de la société... et de la nature.

La transition agroécologique est en route. Doucement. Et c'est sur les impacts environnementaux des cultures et de l'élevage que les regards sont tournés. Car au-delà de l'alimentation et de l'environnement, il y a un enjeu de santé publique. Les plans Écophyto réussis, mis en place par la France, n'ont pas porté les fruits escomptés et ce, alors que le pays s'est donné pour objectif de réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici 2025.

La Fondation Nicolas Hulot publiait, en février dernier, un

rapport démontrant que l'usage par les agriculteurs avait grimpé de 25 % en dix ans. Le constat peut être néanmoins nuancé, car l'utilisation des substances les plus dangereuses, tant au niveau de la protection de l'environnement que de la santé publique, à savoir les CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques), est en baisse.

## Peu pertinent

Il n'en reste pas moins que selon les ONG et les syndicats agricoles, l'accompagnement financier des changements de pratiques, dans le sens d'une réduction des produits phytosanitaires, est peu pertinent. La future politique agricole com-

mune (2023-2027) aura un rôle à jouer, d'autant que la Commission européenne a voté un « pacte vert » (Green Deal) et que les tentatives de la précédente réforme, à savoir les aides au verdissement, n'ont pas été concluantes.

La PAC version 2023 instaure de nouveaux moyens : les écorégimes. Des aides qui permettraient la rémunération des pratiques agroécologiques reconnues pour leurs bénéfices environnementaux, au-delà des exigences de conditionnalité. Leur montant minimal devrait être compris entre 20 et 30 % des paiements directs. Seront-ils plus efficaces ? Tout dépendra de leur contenu.

# a fait ses preuves



## Sébastien Abis : « La page de l'agriculture intensive se tourne »

Directeur général du Club Demeter, Sébastien Abis est également chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

### Peut-on se passer, selon vous, de l'agriculture intensive ?

Je ne suis pas spécialiste en agronomie ou en agroécologie et donc, sur les réalités des pratiques, je ne saurais vous répondre. En revanche, je remarque que cette formule « d'agriculture intensive » perdure comme expression, mais correspond à un schéma de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle où, face à l'insécurité alimentaire, les pouvoirs publics ont demandé au monde agricole de produire plus. Ce dernier a fait le travail avec des produits chimiques et des rendements. Cette page se tourne aujourd'hui.

D'une part, les agriculteurs ont pris conscience des changements climatiques et de la nécessité de préserver l'environnement. D'autre part, les pouvoirs publics, par le biais de réformes, les ont amenés à s'en préoccuper. Enfin, la société est désormais plus sensible à ces préoccupations environnementales et demande des comptes.

### L'agriculture intensive est donc un concept dépassé ?

Tel qu'il a émergé au XX<sup>e</sup> siècle, oui. Depuis vingt ans, le verdissement est enclenché. Il est irréversible et non négociable ! Et nous avons la chance, en France, de pouvoir maintenir la production tout en limitant les intrants grâce à de nouveaux outils, grâce aux innovations digitales mais aussi à des avancées socio-organisationnelles.

On demande aujourd'hui aux agriculteurs d'assurer la sécurité alimentaire. Autrement dit, de nourrir la population et en même temps de réparer la planète. Une double mission qui ne peut être envisagée que sur un temps long. Et il faut que la société le comprenne.

### La temporalité sociale ne semble pas celle de l'agriculture...

Non, effectivement. Il y a un choc de temporalités et d'exigences. On donne à l'agriculture un cap à suivre et on a du mal à admettre qu'il faille du temps pour l'atteindre. Alors que, pour d'autres domaines, c'est admis. Je prends l'exemple de l'automobile. Le cap posé : la fin des moteurs thermiques en 2040. Pour autant, il n'est pas demandé aux constructeurs de ne plus vendre de véhicules à moteurs thermiques d'ici 2040, ni aux consommateurs de ne plus en acheter. Nous devons appliquer les mêmes exigences au monde agricole.

### Au-delà de la question de la temporalité, il y a la question des moyens d'incitation. La transition agroécologique est-elle suffisamment encouragée ?

Elle est en marche, c'est indéniable, et il n'y aura pas de re-



La ferme des 1 000 vaches, dans la Somme, a annoncé l'arrêt de sa production laitière en décembre 2020. ARC AFP

tour en arrière. En revanche, elle doit faire face à un double paradoxe en Europe. La demande s'oriente vers une agriculture plus performante et, paradoxalement, la prise de risques par rapport à la science apparaît compliquée. Le génie génétique est questionné, alors qu'il pourrait permettre à des cultures d'être plus résistantes au changement climatique.

Le deuxième paradoxe concerne les consommateurs : ils veulent des produits de qualité et respectueux de l'environnement mais rechignent à payer plus cher. Et dans cette double équation, les agriculteurs doivent maintenir la production tout en restant compétitifs.



CLUB DEMETER

« Depuis vingt ans, le verdissement est enclenché. Il est irréversible et non négociable ! »

Il faut donc... intensifier. Oui, je vais parler d'agriculture « intensive ». « Intensive » en savoirs, en hybridation de cultures, en partage d'expériences, en bon sens. Il faut des politiques publiques, un soutien du consommateur et une réponse par les sciences et l'innovation.

### La transition passe-t-elle par une mise en opposition des modèles ou par la fin d'un modèle ?

La réalité, c'est qu'il existe plusieurs modèles. Pourquoi les opposer ? Et ce, alors qu'en France, on a une empreinte agricole plus propre, plus saine et en capacité de maintenir de

la diversité de productions qu'ailleurs. Il faut entraîner tout le monde dans le même sens. Petites et grandes structures. Les mondes agricoles doivent faire ensemble. Les pionniers doivent tirer ceux qui ont plus de difficultés. Et la société doit essayer de comprendre pourquoi ces derniers sont en retard.

### La crise sanitaire est-elle propice à faire reconstruire le monde agricole avec les consommateurs ?

Dans cette période délicate, la société se recentre sur ce qui est essentiel : la santé et l'alimentation. Le métier d'agriculteur est important pour la sécurité collective. Il n'est en rien autocratique, mais tourné vers les autres. Il est donc indispensable de l'accompagner. C'est bon de se le rappeler avant de passer à table.

Le club Demeter est un écosystème associatif du secteur agricole et agroalimentaire tourné vers les réflexions de long terme, les enjeux mondiaux et les dynamiques intersectorielles. Il privilégie la démarche prospective, la veille internationale et l'approche globale pour l'agriculture et l'alimentation.

sible. Et ceux qui sont passés à l'agroécologie dans le maraîchage, la viticulture ou les grandes cultures gagnent mieux leur vie qu'en agriculture conventionnelle.»

Vincent Bretagnolle regrette néanmoins que le mouvement soit si lent. Pour lui, le basculement d'une agriculture intensive à l'agroécologie « c'est maintenant, à l'horizon de dix ans qu'il doit avoir lieu. Au-delà, nous devons faire face à des problèmes insurmon-

tables. Ce doit être un projet sociétal.» C'est d'ailleurs pourquoi le chercheur a lancé avec son équipe, des partenaires associatifs et des citoyens une expérimentation autour des circuits courts sur la zone atelier. « Car on ne peut pas demander aux agriculteurs de s'engager s'ils ne sont pas assurés d'écouler leur production. Et il ne faut pas attendre des seules politiques publiques qu'elles fassent bouger les lignes. Le consommateur a un rôle à jouer. »

## ont échoué



La réduction des traitements phytosanitaires doit être encouragée par les pouvoirs publics. S. LARTIGUE/SUD OUEST



SHUTTERSTOCK

## Peut-on vraiment se passer de l'agriculture intensive ?

Entre les enjeux productivistes de l'agriculture intensive et le retour à un modèle « paysan » plus respectueux, les avis divergent. Chaque camp développe sa vision des choses

### OUI



**NICOLAS GIROD,**  
PORTE-PAROLE  
DE LA CONFÉDÉRATION  
PAYSANNE

« Je commencerais par expliquer pourquoi nous pouvons nous passer de l'agriculture industrielle. Parce qu'elle a démontré ses échecs. En matière sociale, avec la disparition de deux tiers des paysans en l'espace de 50 ans et au regard des problèmes liés à la rémunération des agriculteurs, ainsi qu'en matière climatique et environnementale. Nous sommes donc arrivés au bout de cette course au volume, course au rendement et aux prix bas. Alors oui, il nous faut passer à autre chose.

La question est de savoir comment ? À la Confédération paysanne, nous ne partageons pas l'avis de la FNSEA ni des ministres de l'Agriculture successifs qui considèrent que plusieurs modèles peuvent cohabiter. La ferme des 1 000 vaches est un modèle prédateur du modèle paysan.

« La ferme des 1 000 vaches est un modèle prédateur du modèle paysan »

Il accapare le foncier, les volumes, il a une capacité à investir plus importante que les autres, d'autant qu'il est soutenu par les politiques publiques au premier rang desquelles la PAC. Résultat, il a la capacité à accepter une baisse des prix à la production. Il ne peut y avoir de cohabitation.

Pour nous, il faut vraiment un nouveau modèle qui nous permette de produire plus, et de produire mieux et ce, afin que le paysan vive de son travail et que le citoyen ait accès à une alimentation qualitative. Ça passe par le levier des actifs que l'on chercherait à réinstaller. Autrement dit, plus de petites fermes aidées à l'actif par des logiques foncières privilégiant l'installation et le renouvellement des générations et par la répartition des moyens de productions.

On doit passer d'une agriculture intensive sur le volume et le rendement, à une agriculture intensive sur l'emploi paysan. C'est d'ailleurs dans ce sens que nous nous battons actuellement pour la future PAC 2023-2027. Nous souhaitons que les écorégimes reposent sur une architecture verte mais également une architecture sociale autour de la rémunération à l'actif.

Et puis si on veut gagner en efficacité, il faut que ces aides soient plus ambitieuses qu'exclutantes. Autrement dit, on ne veut pas que leur niveau d'exigence soit baissé pour que le plus grand nombre puisse les toucher mais plutôt qu'on accompagne les paysans non éligibles afin qu'ils soient capables de les toucher en fin de programmation. »

### NON



**HENRI BIES-PÉRE,**  
VICE-PRÉSIDENT  
DE LA FNSEA

« Je pense qu'il y a aujourd'hui une incompréhension sur l'expression agriculture intensive. Elle renvoie à une recherche de productivité qui a été demandée il y a quarante ans aux agriculteurs, dans l'optique de produire plus à l'hectare et de nourrir la population. Toutes les innovations et les recherches suivaient ce principe. Les prix pour les consommateurs ont baissé et le consommateur s'y est retrouvé. Néanmoins, ce principe a été poussé à l'extrême. Aujourd'hui, il nous faut trouver un juste milieu entre des nouvelles formes d'intensification et ce qui n'est plus tenable, les fermes à 1 000 vaches. Autrement dit, l'agriculture doit améliorer la productivité à l'hectare tout en tenant compte de la demande du consommateur par rapport à la qualité et à l'origine, tout en s'engageant dans des méthodes de production plus vertueuses au regard de l'environnement et du bien-être animal.

Je réponds « non » à la question posée car revenir à une agriculture extensive sans se soucier de la productivité n'est pas envisageable. Car il faut garder à l'esprit qu'en agriculture comme dans d'autres domaines, il y a des seuils de rentabilité. Je vais donner deux exemples. Capter plus de CO<sub>2</sub> signifie produire plus de matières végétales sur un même hectare avec des cultures intermédiaires. Il s'agit donc d'intensifier la production, sans tomber dans des excès, c'est l'agriculture raisonnée.

Deuxième exemple : les éleveurs de canards et poulets, notamment landais, ont vu de nouveau leur production fortement impactée par l'influenza aviaire. On leur demande de mettre à l'abri leurs animaux. C'est un investissement qu'ils ne peuvent envisager à moins d'intensifier leur production et d'atteindre un certain seuil pour que le nouveau bâtiment soit rentable.

Je suis convaincu que l'agriculture ne se résume pas à un seul modèle mais nécessite la cohabitation de plusieurs modèles, avec des tailles d'exploitations et des seuils de rentabilité différents car il y a plusieurs marchés. Le bio est un segment de marché. Les circuits courts en sont un autre. Des segments seulement. Aujourd'hui, toute l'agriculture est tirée dans le sens de la transition agroécologique. Après, il nous faut du temps pour trouver les bons outils et les bonnes alternatives. »

Recueilli par V. D.

### L'agriculture et son verdissement



**437 000**

exploitations agricoles en France,  
un chiffre qui baisse entre 1,5 et 2 % par an



**27,73**

millions d'hectares de surfaces cultivées  
soit 52 % de la surface de l'Hexagone



**1** La France  
est le premier  
producteur agricole européen en 2019  
et pèse 17,1 % du total de l'Union européenne



**47 196**

exploitations certifiées bio en 2019  
soit 2,3 millions d'hectares  
(8,5 % de la SAU\* française)  
contre 1,1 million d'hectares en 2014  
soit une surface multipliée par 2 en 5 ans



**2<sup>e</sup>**

en surfaces au niveau européen



**8218**

exploitations certifiées HVE\*\*  
au 1<sup>er</sup> juillet 2020 soit 866 325 hectares  
(1,32 % de la SAU française)

\* Surface Agricole Utile  
\*\* Haute Valeur Environnementale

Source : Insee et Agreste 2020